



**Mémoire pour les consultations prébudgétaires du Comité permanent des Finances
en prévision du prochain budget fédéral**

Présenté par la Fédération de la jeunesse canadienne-française

Août 2025

Liste de recommandations

Recommandation 1 : Que le Gouvernement du Canada bonifie la *Stratégie emploi et compétence jeunesse (SECJ)* en augmentant ses investissements, en réduisant la lourdeur administrative et en déployant une lentille francophone dans tous ses programmes.

Recommandation 2 : Que le gouvernement du Canada bonifie son appui au réseau jeunesse francophone par un investissement supplémentaire de 8,75 millions de dollars sur cinq ans.

La Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)

La FJCF est un organisme national géré « PAR et POUR » les jeunes, composé de douze membres associatifs jeunesse de neuf provinces et trois territoires. Nous travaillons avec des jeunes partout au pays, âgés entre 14 et 25 ans, leur offrant de l'accompagnement et de la formation ainsi que l'occasion de participer à des grandes initiatives pancanadiennes dont le Forum jeunesse pancanadien, le Parlement jeunesse pancanadien et les Jeux de la francophonie canadienne (JeuxFC).

Depuis 50 ans déjà, la Fédération de la jeunesse canadienne-française porte les intérêts de la jeunesse d'expression française au Canada et contribue à l'atteinte de son plein potentiel. Incarnant la philosophie du « PAR et POUR » les jeunes, la FJCF fonctionne avec une gouvernance composée entièrement de jeunes élus de 14 à 25 ans qui représentent les intérêts des jeunes de partout au pays. Le « PAR et POUR » les jeunes, c'est d'assurer que nous sommes le reflet de la jeunesse et de leurs réels besoins.

La FJCF est d'avis que la voix de la jeunesse est déterminante pour l'avenir du Canada. C'est pourquoi nos activités offrent aussi des occasions pour que la jeunesse puisse réfléchir à l'avenir du pays et participer – de façon non partisane – à des démarches visant à informer les politiques publiques au Canada.

Recommandation 1 : Que le Gouvernement du Canada bonifie la *Stratégie emploi et compétence jeunesse (SECJ)* en augmentant ses investissements, en réduisant la lourdeur administrative et en déployant une lentille francophone dans tous ses programmes.

Une série de reportages récents confirment une tendance lourde : il est devenu nettement plus difficile pour la jeunesse d'accéder au marché de l'emploi qu'auparavant.¹ Plusieurs jeunes peinent à se trouver un emploi, que ce soit un emploi d'été² ou un premier emploi permanent dans leur domaine. En mai, le taux de chômage canadien atteignait son plus haut point depuis 2016, exception faite des années pandémiques.³ Ajoutons que dans certaines régions, le taux de chômage est deux, voire trois fois plus élevé chez les jeunes (jusqu'à 17% pour les 15-19 ans) que pour la population globale.⁴ D'après les dernières données publiques, le chômage des jeunes pourrait coûter 18,5 milliards de dollars en termes de croissance du PIB réel.⁵ Voilà qui constitue une véritable crise de l'emploi chez les jeunes.

¹ <https://www.lapresse.ca/affaires/2025-06-16/plus-dur-pour-les-jeunes-de-se-trouver-un-emploi.php?sharing=true>

² https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2170915/canada-taux-chomage-jeunes-emploi-ete?partageApp=rcca_appmobile_appinfo_android

³ <https://www.msn.com/fr-ca/actualites/quebec-canada/le-taux-de-ch%C3%B4mage-a-augment%C3%A9-%C3%A0-7-0-au-canada-et-a-recul%C3%A9-%C3%A0-5-8-au-qu%C3%A9bec-en-mai/ar-AA1GdaUx?ocid=entnewsntp&pc=U531&cvid=89df6c240f3641329c19a598b115c54e&ei=14>

⁴ <https://www.lapresse.ca/affaires/2025-05-20/crise-de-l-emploi-chez-les-jeunes/j-ai-de-l-experience-pourtant.php?sharing=true>

⁵ Deloitte, Failure to Launch: The Economic and Social Costs of Youth Unemployment and their Long-Term Impacts, King's Trust Canada, November 2024, page 4.

Dans le contexte de la francophonie canadienne, le fait que les jeunes peinent à se trouver un emploi vient directement fragiliser nos communautés. La difficulté de trouver un emploi local, en français, fait en sorte qu'une vague de jeunes pousse davantage leurs recherches vers le marché du travail en anglais, alors que d'autres choisissent de quitter les collectivités francophones – estimant que les perspectives d'employabilité locales ne sont pas et ne seront pas à la hauteur de leurs ambitions.

Par ailleurs, l'accès au financement public visant à favoriser l'employabilité de la jeunesse, notamment par la **Stratégie emploi et compétence jeunesse (SECJ)**, s'avère souvent lent et lourd aux yeux des jeunes, des employeurs, et du réseau associatif qui anime les collectivités franco-canadiennes. Qui plus est, certains programmes – qui pourraient faciliter l'accès des jeunes au marché du travail ne semblent pas tenir compte de la spécificité des collectivités dans la francophonie canadienne. Seulement deux programmes de la SECJ sont spécifiques à nos collectivités – *Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles* et *DépasseToi*. Une lentille francophone qui s'appliquerait à l'ensemble des programmes et initiatives de la SECJ est nécessaire.

Or, plusieurs sources le confirment, la jeunesse canadienne écope des conséquences de l'économie vacillante depuis un certain temps déjà. Un rapport récent l'indiquait, entre les perturbations causées par la pandémie, les taux d'inflation et d'intérêt élevés, les jeunes doivent :

« [...] composer avec des obstacles ayant une incidence sur leur qualité de vie disproportionnellement plus importants par rapport aux autres groupes d'âge. [...] leur degré de satisfaction à l'égard de la vie a diminué, et ils sont moins optimistes quant à l'avenir. »⁶

De fait, tel que documenté par une enquête récente menée par la FJCF, un peu plus d'une jeune personne sur cinq (21%) indique rencontrer des difficultés financières pour subvenir à ses besoins essentiels et 44% des personnes répondantes qui vivent indépendamment de leurs parents ou grands-parents disent éprouver des difficultés financières.⁷

Afin de pallier cette situation et accroître la productivité canadienne, la jeunesse souhaite que le gouvernement vienne renforcer ses programmes d'aide à l'employabilité des jeunes à travers le pays par des investissements accrus, par une gestion plus efficace, et par des mesures qui assurent que les réalités propres à la francophonie canadienne sont prises en compte lorsqu'on décide qui recevra des fonds publics.

⁶ Statistiques Canada, *Composer avec les obstacles socioéconomiques : incidence sur le bien-être des jeunes Canadiens*, 20 septembre 2023, page 1.

⁷ Sociopol, *Analyse des données récoltées dans le cadre de la première édition du Baromètre jeunesse*, Fédération de la jeunesse canadienne-française, 7 mars 2025, page 17.

Recommandation 2 : Que le gouvernement du Canada bonifie son appui au réseau jeunesse francophone par un investissement supplémentaire de 8,75 millions de dollars sur cinq ans.

Les organismes du réseau jeunesse travaillent sur le terrain et offrent des services à la jeunesse d'expression française partout au Canada. Leurs programmations propulsent la jeunesse par des projets qui mobilisent des partenaires gouvernementaux, associatifs et privés et contribuent au développement et au dynamisme des collectivités franco-canadiennes. Chacune des activités du réseau jeunesse – et notamment les grands rassemblements – permet d'insuffler une collectivité d'énergie, de favoriser l'engouement et l'attachement des jeunes à leur collectivité et à l'ensemble de la francophonie canadienne et contribue au renforcement du bien-être et de la santé mentale de la jeunesse qui a l'occasion d'y participer. Nous savons qu'un·e jeune ayant été initié au réseau jeunesse et aux communautés francophones au cours de ses études est plus apte à s'impliquer dans sa collectivité à l'âge adulte et qu'il est difficile d'initier les jeunes après le secondaire.

Or, la pandémie a forcé les organismes du réseau jeunesse à suspendre plusieurs éléments de leur programmation, dont les grands rassemblements, pendant plusieurs années. Ainsi, une cohorte complète d'élèves d'âge secondaire n'a pas eu l'occasion de vivre ses expériences marquantes en raison des restrictions sanitaires. Elle a aussi obligé le réseau à réévaluer ses façons de faire afin de prioriser davantage le bien-être et la santé mentale des participants, du personnel et des bénévoles.

Nous continuons de subir les impacts démesurés et dévastateurs de la pandémie sur les jeunes et sur le réseau, notamment :

- L'incertitude de la programmation d'activités en raison et économiques changeantes ;
- La difficulté d'attirer et de retenir la main-d'œuvre au sein du réseau en raison de ressources insuffisantes ;
- Une perte prolongée de visibilité du réseau auprès des jeunes de la génération actuelle en raison de l'absence d'expériences de rencontres et de rassemblement en présentiel pendant et depuis la pandémie ;
- L'augmentation exponentielle des coûts liés au transport, à l'hébergement et aux repas dans le cadre d'activités et d'événements que nous avons repris au retour de la pandémie ;
- L'augmentation considérable et subite des exigences et des coûts d'assurances pour plusieurs activités et rassemblements au cœur de la programmation du réseau jeunesse ;
- Des coûts supplémentaires pour assurer la santé physique et mentale des jeunes, des bénévoles et des ressources humaines lors des activités et événements du réseau.

Les organismes jeunesse ont toujours eu la capacité d'en faire beaucoup avec peu de moyens. Mais ce modèle d'affaires s'avère désormais problématique. Les personnes qui travaillent dans les organismes du réseau jeunesse investissent temps et énergie bien au-delà de leur rémunération pour tenter de répondre aux attentes et aux besoins grandissants des jeunes dans nos communautés. Les salaires et les conditions de travail dans les organismes du réseau jeunesse n'ont pas suivi une courbe semblable à celles du secteur

privé ou des fonctions publiques provinciales ou fédérale. Cette situation contribue systématiquement à des difficultés de recrutement, de rétention et d'encadrement du personnel et des bénévoles au sein du réseau jeunesse. Nos organismes jeunesse ont besoin de ressources financières supplémentaires pour qu'ils puissent revoir leur modèle d'affaires et envisager leur avenir avec optimisme. Nous en sommes aujourd'hui à un point de bascule.

Un manque systémique de ressources à l'échelle du réseau, une série de changements sociaux et de pressions économiques font en sorte que le réseau jeunesse se voit aujourd'hui grandement fragilisé. Cette fragilisation n'est pas exclusivement due à la pandémie. Il s'agit d'un effritement que l'on constate depuis un certain temps déjà. Les organismes du réseau jeunesse ont de plus en plus de difficulté à réaliser leur mission et répondre aux besoins de la jeunesse, notamment en raison du manque de main d'œuvre et de stabilité au plan des ressources humaines au sein du réseau. Somme toute, l'engagement citoyen chez les jeunes a pris un coup dur depuis quelques années.

Il est devenu urgent d'investir davantage dans le réseau jeunesse, singulièrement bien positionné pour regagner le terrain perdu depuis la pandémie, et pour accompagner les jeunes dans leur cheminement vers une vie citoyenne riche et engagée.

Un investissement accru de la part du gouvernement fédéral permettrait, entre autres, de :

- Réaliser un état des lieux du réseau jeunesse afin de permettre aux organismes de prévoir et de s'adapter pour répondre aux besoins changeants des jeunes d'expression française en situation minoritaire ;
- Moderniser les structures et le fonctionnement interne des organismes jeunesse afin de mieux répondre aux besoins actuels des jeunes, tout en respectant les obligations en matière de santé et sécurité pour les événements rassembleurs ;
- Explorer des initiatives de mutualisation de ressources au sein du réseau afin d'en assurer une plus grande efficacité ;
- Mettre en place des agent·es de participation citoyenne afin d'accroître les communications et renforcer le contact avec les jeunes sur le terrain, dans les écoles et les communautés ;
- Investir dans la formation continue et le renforcement de capacités du personnel, des contractuel·les et des bénévoles pour leur permettre de développer et mettre à jour les compétences nécessaires à la réalisation de leurs fonctions respectives ;
- Assurer le transfert de connaissances et la continuité dans des postes clés au sein du réseau ;
- Améliorer les conditions de travail au sein du réseau en tenant compte des standards du marché du travail, dans le but de favoriser le recrutement et la rétention de la main d'œuvre ;
- Adresser les pressions de l'augmentation du coût de la vie sur les opérations des organismes du réseau jeunesse (transport, hébergement, repas, matériaux et équipements, locations, etc.) qui ont augmenté exponentiellement depuis la pandémie ;

- Renforcer l'engagement des jeunes dans la vitalité des collectivités franco-canadiennes par des nouvelles initiatives, nouvelles collaborations, et des activités à la hauteur des passions et besoins de la jeunesse d'aujourd'hui.

Nous avons une fenêtre d'opportunité limitée pour rattraper le temps perdu et rejoindre une nouvelle génération de jeunes – qui n'ont pas vécu les événements et grands rassemblements du réseau jeunesse en raison de la pandémie avant qu'ils ne terminent leurs études secondaires. Dans un contexte où la mobilisation des jeunes est cruciale pour bâtir une société canadienne plus unie, inclusive et dynamique, il est temps d'investir pour accorder aux jeunes la place qu'ils méritent et leur offrir des occasions de prendre part au dynamisme du fait français dans les collectivités à travers le Canada.